

# Améliorer l'accès de tous à l'alimentation : Faire germer les possibles

---

Rapport intermédiaire de recherche – projet Solenprim

**Décembre 2017**

**Auteur :**

Lotte Damhuis

**Avec les contributions de :**

Anissa Ayadi, Lotte Damhuis, Brigitte Grisar, Catherine Grolambert, Jean-Benoît Hoet, Jonathan Poncelet, Catherine Rousseau, Pierre-Michel Rousseau, Alexia Serré, Sébastien Van Daele.

**Partenaires**

La Fédération des Services Sociaux - FdSS (Cellule Recherch'Action et Concertation Aide alimentaire) ; Le Centre Social Protestant – CSP ; La Porte Verte / Snijboontje et Snijboontje bis ; L'épicerie sociale du CPAS d'Ixelles ; L'épicerie sociale du CPAS de Berchem Sainte-Agathe ; Soli-Food, plateforme d'achats solidaire pour le secteur de l'aide alimentaire.

## Table des matières

<b>Introduction : un rapport de recherche à plusieurs voix</b>	<b>3</b>
<b>1. Chemin parcouru</b>	<b>6</b>
<i>a. Enseignements de la première année : bref rappel</i>	6
✓ La réalisation de la phase de diagnostic	6
✓ Le processus de co-création et son observation	6
<i>b. Les réalisations de 2017</i>	8
✓ Emergence de scénarios de projets locaux et inspiration auprès de projets existants	8
✓ Les living labs en construction	9
✓ Observation des processus, valorisation et discussion des résultats et réflexion politique : le rôle de la FdSS	9
<b>2. Ce que le projet Solenprim fait faire</b>	<b>10</b>
<i>a. Des dispositifs d'alimentation durable plus accessibles aux personnes en situation de précarité ?</i>	10
✓ D'un idéal éthique et politique...	10
✓ ...à une mise en pratique qui questionne parfois sa pertinence	11
✓ La préoccupation pour « la mixité sociale » : une question délicate	13
<i>b. Possibilités et effets de la « co-création »</i>	14
✓ Créer les conditions qui permettent la co-création	14
✓ Co-créer avec des bénéficiaires : une autre façon de faire du travail social ?	15
✓ Soigner les seuils inhérents aux dispositifs participatifs	16
✓ Les coûts et charges de la participation	17
✓ Tout processus participatif génère des attentes	18
<i>c. Des ambivalences rencontrées quand il s'agit de « partir de ce qui importe » aux participants</i>	19
✓ Les « artisans de la participation » - un rôle spécifique	19
✓ De la tension entre finalité de participation des bénéficiaires et finalité de l'accès à l'alimentation	20
<b>Pour (ne pas) conclure : tous co-chercheurs ?</b>	<b>21</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>24</b>

## Introduction : un rapport de recherche à plusieurs voix

Chercher ensemble comment penser et mettre en œuvre des alternatives permettant un accès plus durable à l'alimentation pour des publics précarisés, voilà l'objectif que le projet Solenprim s'est fixé. La deuxième année de projet s'achève et, avant d'entamer la dernière année, ce rapport vise à faire un propos d'étape... au moyen d'un format moins conventionnel.

Au travers de vidéos dans lesquelles tous les partenaires<sup>1</sup> prennent la parole, ce rapport propose de montrer la recherche telle qu'elle est en train de se faire. Il veut rendre visible « ce que génère le projet, ce qu'il nous permet d'apprendre, les petites réponses que l'on peut déjà donner aux questions posées dans le dossier de projet, ce que produit le projet sur le plan des savoirs, des expériences, des vécus »<sup>2</sup>.

Rapport 2017 – Présentation – « Logique et format du rapport Solenprim 2017 »

<https://youtu.be/TxaRnIVJOI0> - <https://youtu.be/dSYuEcD8pV4>

Lors d'une réunion du comité Solenprim (le comité de pilotage), les partenaires du projet ont pensé ensemble un format permettant de répondre à deux exigences : d'une part, produire une analyse qui ne soit pas nécessairement consensuelle, mais dans laquelle la pluralité des angles d'approche et des « intéressements »<sup>3</sup> puisse être mise au jour ; utiliser, d'autre part, un medium plus démocratique que l'écriture, un langage qui permette la narration à plusieurs voix du projet.

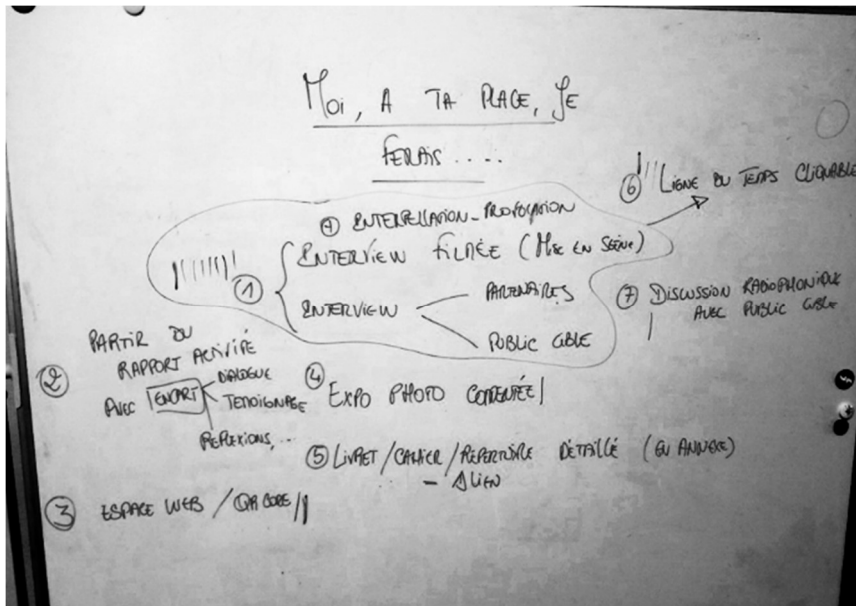
Après formulation de propositions et discussions...

---

<sup>1</sup> A l'exception des publics bénéficiaires de l'aide alimentaire qui participent aux living labs. Le constat formulé en 2016 à propos de l'échec des partenaires à parvenir à les intégrer aux instances de pilotage est réitéré. Nous y reviendrons.

<sup>2</sup> Xavier Hulhoven, matinée d'intervision avec le centre d'appui co-create, 24/10/2017, Bruxelles.

<sup>3</sup> Le terme d'intéressement permet de décrire l'idée du « sens d'une action », non dans le sens de son intelligibilité, mais dans le sens d'une expérience qui puisse se révéler intéressante pour la personne qui la vit. Pour le lecteur intéressé : Delchambre, Jean-Pierre (dir.) (2009), « Autour de la socio-anthropologie du jeu », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. XL, n°1.



Réunion du Comité Solenprim, le 24/10/2017

...le choix s'est porté sur le format d'interviews filmées<sup>4</sup> avec chaque partenaire.

Les acteurs du projet Solenprim prennent tour à tour la parole pour proposer des premières réponses aux questionnements qui traversent le partenariat à ce stade du projet. Y sont donc exprimés des regards qui s'ancrent dans la mise en œuvre plurielle de celui-ci : expérimentation de terrain, accompagnement de personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire, coordination du partenariat, production de données qualitatives, animation de réunions et de temps d'échanges.

La recherche-action participative utilise comme repoussoir « la coupure épistémologique entre savoir 'expert' et sens commun, entre chercheurs et acteurs de terrain. [...] La recherche-action préfère la 'continuité épistémologique dans une double démarcation' (Van Campenhout et al, 2005, 40). C'est reconnaître aux acteurs sociaux, non seulement des compétences pratiques, mais aussi des compétences réflexives. [...] Il s'agit alors d'être attentif aux questions soulevées et aux hypothèses émises par les acteurs de terrain eux-mêmes. » (Hubert et Nieuwenhuys, 2009 : 23-24).

Pour déterminer les différentes thématiques traitées dans ce rapport « tout en vidéos », les chercheuses de la FdSS ont relevé les questions et hypothèses formulées par les différents partenaires, que ce soit lors des réunions du comité, dans les observations et interactions sur le terrain au sein des différentes structures, ou encore dans les discussions et moments informels. Elles leur ont proposé une formalisation de ces questions, en soulignant leurs liens avec la littérature sociologique. Afin de s'assurer de leur pertinence aux yeux des partenaires, ces questions ont été mises au travail avec chacun d'eux, pour les adapter, les modifier, les supprimer et/ou en proposer de nouvelles. Les partenaires sont par ailleurs « auteurs » des propos développés dans chacune des vidéos. Cela permet, en filigrane, de co-tisser une analyse sur les deux thématiques de fond du projet Solenprim - l'accès plus durable à une alimentation de qualité et la mise en œuvre d'une méthodologie de co-création – tout en gardant trace de la pluralité des regards.

Chacun et chacune parle dès lors de ce que le projet « fait faire » à partir de la place, de la fonction, ou de la position spécifique occupée à la fois dans le projet, mais aussi dans son

<sup>4</sup> Chaque séquence a été tournée en une prise fixe, sans montage.

organisation. En effet, chacun a sa posture, son intérêt dans le projet. Il/elle nourrit le projet et s'en nourrit à partir de là où il/elle est et des missions qui sont propres à son travail.

Sont ainsi racontées les réalisations concrètes mises en œuvre par les organisations de terrain. Le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe a par exemple vu naître un comité de citoyennes, composé d'usagères des services d'aide alimentaire. Catherine G. et Sébastien, qui accompagnent ce groupe, racontent comment il s'est constitué, son fonctionnement et ses caractéristiques, ainsi que le projet concret que le comité est en train de mettre sur pied : un système d'échange local (SEL).

Rapport 2017 – CPAS de Berchem-Ste-Agathe – Q1 – « Le comité citoyen du CPAS de Berchem »

<https://youtu.be/vWRHVn-92U0>

A une autre échelle, le projet Solenprim permet aussi de faire progresser des missions de réflexion, de remise en question et de plaider pour un système alternatif permettant un accès plus durable à une alimentation de qualité. Ces missions sont par exemple celles que se donne la Concertation Aide Alimentaire (CAA) de la FdSS. Catherine R., chargée de projet au sein de la Concertation, raconte ainsi comment le projet Solenprim fournit un cadre pour prolonger la réflexion sur le sens du travail que le secteur mène en matière d'aide alimentaire.

Rapport 2017 – Concertation Aide Alimentaire – Q1 – « Les apports de Solenprim pour la CAA »

<https://youtu.be/5LED6-pT7lg>

Par la narration de ces différentes réalisations, se dessinent alors les analyses provisoires et questionnements qui émergent lorsqu'un objectif d'implémentation d'alternatives à l'aide alimentaire et de promotion d'un droit à l'alimentation de qualité pour tous est mis à l'épreuve sur le terrain.

Dans ce rapport, les fils thématiques traversant les analyses présentées dans les vidéos organisent la lecture. Après un rappel des objectifs du projet, des enseignements tirés de sa première année d'expérimentation, ainsi qu'une esquisse des réalisations concrètes de cette année 2017, le document fait en effet place à deux lignes de fond évoquées plus haut : en quoi des rapprochements des acteurs du monde de l'aide alimentaire avec les dispositifs d'alimentation durable sont-ils pertinents et souhaitables ? Comment s'expérimente et se réalise l'horizon de co-création/de participation dans de tels projets ?

## 1. Chemin parcouru

### a. *Enseignements de la première année : bref rappel*

#### ✓ *La réalisation de la phase de diagnostic*

Les grands objectifs que le partenariat s'était fixés pour l'année 2016 concernaient la phase de diagnostic du projet. Ils étaient au nombre de trois : recueillir des données ancrées dans les réalités des acteurs en présence ; co-construire une représentation commune du problème auquel le projet a pour but de s'atteler ; impulser une dynamique d'action collective et participative, afin que chacun s'engage « en actes » dans le processus de co-création. Pour s'en approcher au plus près, le dispositif de diagnostic initialement imaginé a été entièrement repensé et retravaillé étape après étape. Le rapport de recherche 2016 (Serré et al.) revenait sur les nombreux ajustements effectués : ajustements méthodologiques, ajustements de calendrier, ajustements de regards, de postures et de langages aussi<sup>5</sup>. Ajustements d'objectifs, enfin, lorsque la projection dans un « faire ensemble » appelait à dépasser le seul constat des freins existants, pour s'autoriser à « rêver » un avenir différent. Après l'organisation de séances locales, puis transversales, le diagnostic croisé avait en effet représenté une occasion de poser un premier pas vers la phase prospective, en dessinant des scénarios idéaux vers lesquels le projet Solenprim pourrait tendre.

Au terme du diagnostic, le rapport scientifique 2016 a permis aux chercheurs de la FdSS de se saisir de l'ensemble des données produites et de présenter une analyse thématique qui :

- offre une vue d'ensemble des représentations véhiculées sur l'aide alimentaire ;
- définit le « bien se nourrir » (et ses 6 dimensions constitutives) à partir de ce qu'y mettent les différents groupes d'acteurs considérés ;
- formalise la liste des freins rencontrés tant par les bénéficiaires que par les organismes d'aide alimentaire pour accéder à une alimentation de qualité.

Le matériel collecté a par ailleurs été utilisé pour produire le *Carnet de bord de la phase diagnostic*, un objet-trace visant à valoriser le travail collectif accompli auprès d'une pluralité de destinataires.

#### ✓ *Le processus de co-création et son observation*

Au cours de la première année du projet, l'équipe de recherche s'était également consacrée au suivi et à l'analyse du processus de co-création. L'observation des différents moments de rencontre collective avait dès lors permis de formaliser un ensemble de questions et de constats, puis d'en tirer une série d'enseignements potentiellement utiles pour les prochaines étapes du projet. Brièvement énoncés ici, ces enseignements ont fait l'objet d'une présentation approfondie et empiriquement étayée dans le rapport de recherche 2016 (Serré et al., 2016 : 95-115).

---

<sup>5</sup> Voir le tableau « Evolution du dispositif de diagnostic » - synthétisant les ajustements réalisés dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> phase du projet (Serré et al., 2016 : 12-13).

Les deux premiers enseignements soulignaient que la co-création nécessite du temps, de la souplesse et de l'engagement :

1/ « *La co-création est un processus qui nécessite du temps : du temps pour se connaître et se reconnaître ; du temps pour se comprendre ; du temps pour se mettre d'accord sur un projet d'action commun. Des ajustements (de calendrier notamment) doivent rester possibles. »*

2/ « *Le degré d'implication et d'engagement dans le projet varie (parfois fortement) d'un partenaire à l'autre. Ce différentiel d'investissement peut être la conséquence logique des choix qui ont été réalisés lors du montage de projet (distribution des ressources) et/ou résulter des postures et positionnements respectifs des partenaires (posture de retrait, sentiment d'illégitimité à prendre part aux décisions, etc.) »*

Les trois suivants identifiaient différents types d'activités susceptibles de fédérer, de renforcer l'intégration du collectif et de produire du réseau et de l'engagement : participer aux mêmes événements ; co-produire des connaissances ; et inscrire les connaissances co-produites dans des « objets intermédiaires » (VINCK, 1999 : 392).

3/ « *Certains événements (formations, rencontres, interventions, séances de travail) se révèlent particulièrement fédérateurs pour le partenariat : ils font office d'éléments déclencheurs, permettent des réajustements de rôles et de postures et renforcent l'intégration du collectif. Ce type de moments, qui impacte positivement l'engagement de chacun dans le processus de co-création, gagne à être organisé régulièrement. »*

4/ « *La co-production de connaissances représente sans doute l'activité fédératrice par excellence. Dans le cadre du diagnostic, les séances sont allées au-delà de la mutualisation des expertises et de la récolte des données attendues : elles ont aussi produit « du collectif » et « de l'engagement ». »*

5/ « *Inscrire les connaissances coproduites dans un objet peut contribuer à renforcer la dynamique du réseau. Tout d'abord, cette perspective représente un objectif opérationnel commun autour duquel se mobiliser. Ensuite, l'objet permet de « garder trace » du travail réalisé, de matérialiser les connaissances produites dans un format permettant leur diffusion, et de donner du sens à l'investissement fourni. »*

Les enseignements 6 et 7 approfondissaient les freins et les leviers susceptibles d'influencer la participation de différents types d'acteurs indispensables à la réussite du projet : celle des bénéficiaires des dispositifs d'aide alimentaire et celle d'autres « acteurs-clés ».

6/ « *Inclure les bénéficiaires dans le processus de co-création est plus complexe que prévu : cet objectif n'est pas encore totalement atteint. En effet, s'ils sont représentés lors des moments de co-production de connaissances (séances de diagnostic), ces acteurs restent absents des instances de pilotage du projet. Une série d'hypothèses concernant les freins qui pèsent sur leur possibilité d'implication invite à envisager certains ajustements (hypothèses à tester). »*

7/ « *Pour élargir le réseau d'acteurs qui se structure autour d'un projet d'innovation, le capital social de chacun des partenaires représente une ressource essentielle. En témoigne par exemple, dans le cas du projet Solenprim, le bénéfice tiré des liens existant depuis de nombreuses années entre la*

*FdSS et les acteurs du secteur de l'aide alimentaire. Ou encore, l'avantage que représente l'excellente connaissance des acteurs de l'alimentation durable par l'une des chargées de projet de la CAA. Pour autant, d'autres acteurs-clés peuvent exister et ne doivent pas être négligés. »*

Enfin, un dernier enseignement concernait les questionnements épistémologiques, identitaires, organisationnels et méthodologiques que soulèvent la « recherche action participative » et la « co-création » :

*8/ « Satisfaire aux exigences de la co-création et de la RAP représente un véritable défi. En mal de définition, ces démarches soulèvent des questionnements épistémologiques et identitaires. Ils amènent à interroger les choix méthodologiques réalisés et la répartition des rôles et des tâches au sein du collectif de partenaires. Un travail de réappropriation collective de ces principes est nécessaire. »*

#### **b. Les réalisations de 2017<sup>6</sup>**

##### *✓ Emergence de scénarios de projets locaux et inspiration auprès de projets existants*

L'objectif du projet Solenprim est de tester des dispositifs innovants permettant de donner accès à un système alimentaire de qualité à tous, et en particulier aux personnes précarisées. Catherine (Concertation Aide Alimentaire – FdSS) revient sur cet objectif, rappelle le contexte du secteur de l'aide alimentaire et expose les jalons qui ont été posés durant l'année 2017.

Rapport 2017 – Présentation – vidéo « Solenprim, qu'est-ce que c'est ? »  
<https://youtu.be/TxaRnIVJOIO>

Durant cette deuxième année du projet, la phase initiale, relative au diagnostic, a été finalisée et les phases suivantes de prospective et d'implémentation de projets ont été entamées.

La phase prospective a pour objectif de co-construire des scénarios de projets (dispositifs innovants) visant à améliorer l'accès à une alimentation de qualité pour les personnes fréquentant les services d'aide alimentaire et l'accès à des approvisionnements variés et de qualité pour ces services. Cette phase s'articule autour de séances créatives mobilisant les outils et méthodes d'intelligence collective (séances « Emergence ») et de séances d'« Inspiration » permettant de découvrir des projets menés ailleurs.

Le dispositif d'animation conçu pour soutenir l'émergence de scénarios de projets locaux associe une séance d'animation avec les bénéficiaires et un rapportage par les bénéficiaires vers l'équipe de l'organisation.

Des séances d'inspiration ont été organisées pour rencontrer sur le terrain des acteurs et des projets susceptibles de nourrir la réflexion sur les projets émergents. Ainsi par exemple, le comité



culturel du CPAS d'Ixelles a visité, entre autres projets, le potager collectif de la rue Gray et la grainothèque de Jette ; le comité citoyen du CPAS de Berchem Sainte-Agathe a rencontré BLED asbl et le Réseau d'échange de Savoirs, acteurs porteurs d'un système d'échange local SEL ; le GAC1050 a visité la Ferme de Wolvertem.

✓ *Les living labs en construction*

Suite à ce travail collectif, des projets locaux s'organisent et se mettent en place :

GAC 1050 :

A Ixelles, le groupe d'achats collectifs – GAC1050 – s'est reconstitué. Les conventions de base ont été signées, le compte bancaire ouvert, l'assurance pour l'occupation du local contractée ; le GAC lance les premières commandes début 2018.

Groupe citoyen porteur d'un SEL :

Au CPAS de Berchem Sainte-Agathe, Solenprim a permis de faire du lien entre les différents projets du CPAS liés à l'alimentation et de mettre en place un comité citoyen composé d'usagers. Ce comité est occupé à développer un Service d'Echange Local. Bien que ce comité n'ait pas choisi de travailler en priorité une thématique alimentaire, il constitue une plateforme de concertation permettant l'amélioration des activités liées à l'alimentation (épicerie sociale, colis alimentaires, ateliers cuisine, ateliers jardinage, formation à la cuisine végétale).

Le comité culturel du CPAS d'Ixelles s'inspire des projets d'alimentation durable

Le comité culturel du CPAS d'Ixelles, après avoir esquissé des idées de projets, a organisé des visites sur le terrain. Ces dernières ont une double vocation : découvrir des réalisations menées en matière d'alimentation durable et s'inspirer. Deux nouvelles séances sont prévues début 2008, après lesquelles il sera décidé quel projet concret mettre en place.

La Porte Verte : Des ateliers cuisine... de liens

Toutes les semaines, la Porte verte organise un accueil thé-café pour mieux rencontrer les personnes venant demander un colis alimentaire et leur proposer de participer à des ateliers cuisine. Des ateliers cuisine pour faire ensemble, prendre la parole, exprimer ses questions, ses besoins ...

✓ *Observation des processus, valorisation et discussion des résultats et réflexion politique : le rôle de la FdSS*

L'animation et la (poursuite de la) construction des différents living labs se font en interaction étroite avec les membres de la FdSS engagés dans le projet. Parallèlement à l'accompagnement et l'observation de ces actions et expérimentations, la Concertation Aide Alimentaire et la cellule Recherch'action font un travail de valorisation des résultats générés par le projet Solenprim : par des communications lors d'événements et colloques, par des publications, notamment la coordination de celle du journal de bord du diagnostic.

En filigrane, c'est également la réflexion politique à propos des alternatives plus durables à un système d'aide alimentaire qui se trouve nourrie par les expérimentations menées dans le cadre du projet.

Pour un détail des évènements au cours desquels le projet Solenprim a fait l'objet de présentations ou d'interventions, voir <https://www.fdss.be/wp-content/uploads/Solenprim-Presentations.pdf>

## 2. Ce que le projet Solenprim fait faire

### a. *Des dispositifs d'alimentation durable plus accessibles aux personnes en situation de précarité ?*

✓ *D'un idéal éthique et politique...*

Favoriser des rapprochements entre le système de l'aide alimentaire et les initiatives d'alimentation durable est un des objectifs opérationnels du projet Solenprim. Ces rapprochements sont défendus au nom d'un idéal éthique et politique. Ils s'appuient sur le double postulat que le système alimentaire actuellement dominant est incapable de résoudre le problème de la faim et que le système de l'aide alimentaire ne constitue pas une solution idéale au droit à l'alimentation. Ces postulats sont explicités par Catherine (Concertation Aide Alimentaire – FdSS). Elle développe également les différentes visions des enjeux de l'alimentation durable et la façon dont l'expérience des acteurs de ce champ (Bourdieu, 1966 ; 1971) peuvent être inspirantes pour des organisations d'aide alimentaire.

Rapport 2017 – Concertation Aide Alimentaire – Q2 – « Accès à l'alimentation et alimentation durable »

<https://youtu.be/SldHJ1a92nE>

Ce point de vue est partagé, à une autre échelle, par Jean-Benoît (La Porte Verte) qui souligne l'importance de rendre l'accès à une alimentation de qualité plus aisé pour les publics les plus précarisés parmi les bénéficiaires de l'aide alimentaire. Dans le cadre du projet Solenprim, tenter d'impliquer les personnes qui viennent chercher un colis alimentaire relève donc d'un choix éthique.

Rapport 2017 – La Porte Verte – Q1 – « Le choix des publics des colis alimentaires »

<https://youtu.be/qJwk6y-89r4>

✓ ...à une mise en pratique qui questionne parfois sa pertinence

Dans la société « en général », sensibiliser aux bienfaits des pratiques d'alimentation durables – en termes sanitaires, agro-écologiques, politiques et sociaux – est une porte d'entrée très répandue pour favoriser des changements d'habitudes et de modes de vie. Favoriser l'intéressement et l'enrôlement des publics bénéficiaires de l'aide alimentaire au travers de l'information et de l'expérimentation – au sein d'ateliers cuisine, de potagers, ou autres – est également pratiqué dans certains living labs. Les animateurs de ces espaces constatent, avec surprise ou non, que l'intérêt pour (et les connaissances) des pratiques de consommation (alimentaire) durable sont bien présents chez (certains) bénéficiaires de l'aide alimentaire. Si des divergences de préoccupation pour l'alimentation durable existent au sein de la population belge, elles ne se distribuent pas en corrélation avec la situation de pauvreté. Pour le dire autrement, les pauvres ne prêtent pas moins attention à leur alimentation que les autres (Serré et Myaux, à paraître, 2018), comme l'avait notamment donné à voir le diagnostic co-produit à propos du « bien se nourrir ».

C'est également le constat que font les travailleurs de terrain. Jonathan (CPAS d'Ixelles) souligne tout d'abord que l'intérêt pour aller visiter et s'inspirer auprès d'initiatives d'alimentation durable (un potager de quartier, un compost, une grainothèque et une coopérative biologique) était très présent chez les participants.

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – Q4 – « Quels projets inspirants pour le comité culturel d'Ixelles ? »

<https://youtu.be/5yjvceOqXBg>

Jean-Benoît (La Porte Verte) revient quant à lui – plus précisément en dernière partie de vidéo – sur les connaissances présentes chez les personnes qui participent par exemple aux ateliers cuisine : en matière d'alimentation durable, d'alimentation biologique, de nourriture saine, le public ciblé se révèle souvent déjà très informé.

Rapport 2017 – La Porte Verte – Q3 – « Description du dispositif d'intéressement »

<https://youtu.be/XW0bhHlcvqU>

Si l'on ne peut cependant, pas affirmer une moins grande préoccupation pour la question alimentaire chez les bénéficiaires de l'aide alimentaire, cette préoccupation doit être examinée à l'aune des conditions concrètes qui permettent de pouvoir la mettre en œuvre au quotidien. Ces conditions jouent sur les priorisations en matière de pratiques alimentaires et entre celles-ci et les autres champs des pratiques et consommations quotidiennes. Si certains living labs proposent de s'inspirer auprès de projets alternatifs sur le plan de la consommation alimentaire, ces inspirations

révèlent les difficultés d'accès pour certains publics à ces espaces. Le rapport de 2016 avait déjà mis en avant cette difficulté à décloisonner les modèles alimentaires alternatifs. Si des alternatives au système agro-industriel dominant se développent de plus en plus, « ce sont surtout les classes moyennes supérieures qui bénéficient de ce type de services » (Serré et al, 2016 : 66).

Anissa explique ainsi pourquoi penser et parler du GAC1050 à l'aune de ce qui le distingue ou non d'un GASAP n'est pas nécessairement pertinent, du point de vue des personnes qui composent le groupe. S'inspirer auprès d'initiatives dites « durables et bio » n'est selon elle pas souhaitable, à tout le moins dans un premier temps.

Rapport 2017 – GAC1050 – Q4 – « Quelles séances 'inspiration' pour les membres du GAC ? »

<https://youtu.be/D6mpw3JQTyU>

Pour le comité citoyen du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, s'inspirer auprès d'un système d'échange local (SEL) existant sur la commune a par contre été privilégié. Cette rencontre a permis au groupe de se rendre compte de la pertinence de mettre sur pied un SEL « qui ressemble » au comité citoyen du CPAS (là où une autre alternative aurait été de rejoindre le SEL existant). C'est ce qu'expliquent Sébastien et Catherine.

Rapport 2017 – CPAS de Berchem-Ste-Agathe – Q3 – « Pourquoi un SEL ? »

<https://youtu.be/rFsp2Fv6sMg>

Ils reviennent ensuite sur les raisons et facteurs qui pourraient expliquer, à titre d'hypothèses, que les espaces alternatifs en matière d'alimentation durable sont estimés peu accueillants pour les publics qu'ils accompagnent, en dépit de l'ouverture « sociale » que ces espaces tendent à prôner. Ils évoquent notamment les questions d'accès à l'information, les divergences d'intérêts pour l'activité, les coûts financiers (aussi bas soient-ils) qui entravent la participation ou enfin, l'intériorisation du stigmatisme (Goffman, 1975 [1963]) d'émargeant au CPAS.

Rapport 2017 – CPAS de Berchem-Ste-Agathe – Q4 – « Pourquoi (ne pas) participer aux activités dites 'alternatives' ? »

<https://youtu.be/gZsNMq3hIA0>

Cette question de la pertinence, pour faciliter un accès durable à une alimentation de qualité des personnes précaires, de tisser de nouveaux rapprochements entre le monde de l'aide alimentaire

et celui de l'alimentation durable, a fait l'objet d'une communication à un colloque international à Mulhouse<sup>7</sup>.

✓ *La préoccupation pour « la mixité sociale » : une question délicate*

La question de la « mixité sociale » apparaît en filigrane comme une question délicate. Elle renvoie par ailleurs à des enjeux qui se situent à des échelles variées. Au sein du projet, la mixité sociale est à la fois un concept *descriptif* utilisé pour parler des personnes qui participent et s'engagent dans les projets mis en place avec Solenprim et dans les projets existants d'après lesquels s'inspirer. Mais il s'agit aussi d'un concept normatif et idéologique – quand cette mixité sociale est un objectif politique dans lequel des moyens sont investis pour tendre vers sa réalisation. Sur ces deux échelles, nous pouvons à ce stade-ci, et sans arrêter d'analyse finalisée, avancer quelques hypothèses.

Face à l'objectif normatif de mixité sociale, il semble que le projet Solenprim (et les living labs qui se mettent sur pied) montre la pertinence de garder des espaces de « non-mixité » sociale. Cela avait déjà été observé en 2016 lors de l'étape du diagnostic à propos du « bien se nourrir » et de ses freins. Le rapport de l'an passé avait ainsi souligné, à l'instar de Gelineau et al (2012), l'importance de permettre aux gens de réfléchir « entre eux », afin d'éviter des difficultés et une possible violence symbolique : « dans ces espaces [non mixtes], des personnes en situation de pauvreté se retrouvent entre elles – il en est de même pour les praticien(ne)s, afin de nommer, d'asseoir, de consolider leurs savoirs. Ces espaces de paroles non mixtes sont aussi des espaces d'analyse, car ils favorisent le classique passage du « je » au « nous » : c'est-à-dire la (re)connaissance qu'une personne n'est pas seule à vivre une expérience et à tenter de la résoudre, créant ainsi un momentum pour explorer collectivement les mécanismes d'exclusion et discuter des pistes de solution » (GELINEAU et al. 2012, cités par Serré et al., 2016 : 16).

Il apparaît ainsi que le choix du comité citoyen de Berchem-Sainte-Agathe d'avancer vers un SEL « qui leur ressemble », à tout le moins dans un premier temps, permet d'assurer au groupe d'avancer dans une forme d'« aise ». Les observations d'Anissa à propos du GAC1050 et des séances inspiration à privilégier à ce stade, font également écho à cette façon d'opérer.

Quand la mixité sociale est mobilisée comme concept descriptif permettant de caractériser les groupes qui participent aux activités liées au projet Solenprim, on aboutit par contre à des constats différents. Car parler « des bénéficiaires de l'aide alimentaire » ou des « publics précaires », aussi opérationnels que ce soit pour faciliter la communication à propos du projet, embarque toutefois un imaginaire collectif qui tend à homogénéiser ses participants. Or s'ils partagent le fait d'avoir un faible pouvoir d'achat (et ceci peut encore fortement varier entre participants et entre groupes de

---

<sup>7</sup> Cette communication peut être écoutée sur la page <https://www.fdss.be/wp-content/uploads/solenprim-intervention-mulhouse-audio-28-11-17.mp3> à la suite du résumé de la communication de Myaux Deborah, Serré Alexia, « **Recherche-action participative et accès à l'alimentation durable – des terrains bruxellois au sol fécond** », Colloque international du Réseau des villes et régions laboratoires du CREMIS *Réduction identitaire et approche globale en alimentation*, ISSM Mulhouse, le 28 novembre 2017.

participants au projet Solenprim), les groupes peuvent rassembler des profils très hétérogènes au regard d'autres variables. C'est ce qu'explique notamment Anissa à propos des membres du GAC1050. Le groupe est diversifié sur les plans philosophique, spirituel, culturel et quant à leurs trajectoires de vie.

Rapport 2017 – GAC1050 – Q4 – « Quelles séances 'inspiration' pour les membres du GAC ? »

<https://youtu.be/D6mpw3JQyU>

C'est également ce que rappelle, dans le cadre d'un entretien, l'accompagnateur d'un groupe de bénéficiaires de l'aide alimentaire. Il souligne notamment qu'outre les différences de parcours et de situations sociales, une logique de distinction (Bourdieu, 1979) peut être à l'œuvre au sein du groupe. On peut chercher à ne pas être « mis dans le même sac »<sup>8</sup>. « *C'est un public très fantasmé, dont on pense, par exemple, qu'ils ont un lien spontané, un lien fraternel et de solidarité. Or c'est le contraire : plus il y a un mal-être, plus ils vont le reporter à d'autres. Donc il y a un système de hiérarchisation plutôt, qui se met en place, au sein des précaires (avoir le RIS ou non, avoir une adresse ou non). Le pied d'égalité n'est certainement pas présent au départ. C'est alors au projet de pouvoir créer les conditions pour qu'une telle dynamique puisse se déployer* » (J., animateur de groupe, entretien 5/09/17).

#### **b. Possibilités et effets de la « co-crédation »**

##### *✓ Créer les conditions qui permettent la co-crédation*

« Faire participer » les chercheurs, les travailleurs de première et de seconde ligne, ainsi que les bénéficiaires de l'aide alimentaire, et « co-crédier » ensemble les lignes d'action pour un accès plus durable à l'alimentation, voilà un objectif central du projet. Catherine (Concertation Aide Alimentaire – FdSS) explique comment un tel projet avec un tel objectif méthodologique suppose une coordination spécifique. Elle montre les exigences que cela entraîne à propos d'éléments tels que la circulation des informations ou la création d'espaces-temps qui permettent aux personnes présentes d'échanger. La co-crédation ne s'improvise pas, elle demande de mettre sur pied un cadre particulier.

Rapport 2017 – Concertation Aide Alimentaire – Q3 – « Coordonner un projet co-crédier »

<sup>8</sup> La condition d'« usager des services sociaux » peut être génératrice d'un sentiment de honte, qui vient redoubler celui généré par la situation de pauvreté elle-même. Le système d'aide est en effet caractérisé par des logiques de « contrôle » (mérite-t-on l'aide proposée ?), « le mécanisme de la porte tournante » (devoir de réitération de la demande et de récits justificatifs) et « l'attente » (dans les files et les espaces de demande d'aide), mis en évidence par De Gaulejac (2011). Sur les vécus, expériences et regards des usagers des services sociaux à propos des systèmes d'aide, voir notamment Hubert et Vleminckx (2016).

<https://youtu.be/xXOIdeYnP2E>

Rapport 2017 – Cellule Recherch’Action – Q2 – « Faire communiquer les savoirs »

<https://youtu.be/quHgCGBgGh8>

A l’échelle du partenariat, si poser ce cadre est une condition nécessaire pour engager une démarche de co-création, Catherine explique toutefois que ce n’est pas une condition suffisante et que des ajustements sont nécessaires pour que, à minima, le projet puisse se poursuivre.

Ce qui se pose comme enjeu à l’échelle de la coordination du partenariat, se pose également à l’échelle des living labs qui tentent de « faire participer » les publics qu’ils ont pour habitude d’accompagner d’une façon plus « classique »<sup>9</sup>.

✓ *Co-créer avec des bénéficiaires : une autre façon de faire du travail social ?*

La démarche de co-création de projets en impliquant les bénéficiaires de l’aide alimentaire n’est en effet pas monnaie courante dans le secteur de l’aide alimentaire. Les pratiques d’aide sociale des associations du secteur, qu’elles soient publiques ou privées, s’inscrivent généralement dans une logique d’offre de service ou de compensation (financière ou matérielle). Lorsqu’elles sont présentes, les initiatives qui visent la participation des publics bénéficiaires de l’aide alimentaire se concrétisent par l’implication de ceux-ci dans des activités existantes : « aménagement d’espaces de sociabilité, organisation d’activités collectives, et implication du bénéficiaire dans le fonctionnement de l’organisme (bénévolat ou coups de pouce informels) » (Hubert et Vleminckx, 2016 : 30).

Les living labs qui sont en train de se mettre en place dans le cadre du projet Solenprim viennent donc interroger ces façons « classiques » de faire du travail social dans ce secteur. Pierre-Michel (CPAS d’Ixelles) raconte comment l’implication des bénéficiaires s’est déroulée concrètement, en soulignant cependant que malgré les petits déplacements de regard que permet cette façon de faire, cela reste marginal par rapport aux habitudes institutionnelles.

Rapport 2017 – CPAS d’Ixelles – Q1 – « Impact de la co-création sur les pratiques au sein du CPAS »

<https://youtu.be/T-lk57vb4Y0>

Cette question de la distinction des démarches participatives avec le travail social « classique », Jean-Benoît (La Porte Verte) en parle également à partir de l’expérience menée dans

<sup>9</sup> Myaux D, Serré A (2017), « Recherche-action participative et accès à l’alimentation durable – des terrains bruxellois au sol fécond », *op cit*.

son institution. Il souligne ainsi qu'une « séparation stricte » a été favorisée entre les assistants sociaux – chargés d'évaluer la demande d'aide alimentaire des personnes -, et les intervenants investis dans Solenprim – qui informent sur le projet et sur les ateliers programmés -. Cette option de séparer les activités (et les acteurs qui les portent) est défendue dans le but d'éviter toute confusion dans le chef des bénéficiaires participants. Il raconte comment les ateliers cuisine organisés dans le cadre du projet permettent par ailleurs aux intervenants sociaux d'être questionnés dans leurs présupposés à propos des participants.

Rapport 2017 – La Porte Verte – Q3 – « Description du dispositif d'intéressement »

<https://youtu.be/XW0bhHlcvgU>

Ces expérimentations peuvent donc aussi faire bouger le regard porté sur les bénéficiaires de l'aide alimentaire. Le « pauvre » devient un citoyen compétent, disposant d'un savoir, et capable de prendre part à des décisions et des discussions ; et c'est au dispositif mis en place de donner les conditions de son expression.

*« Je vois qu'ils sont en train d'être là-dedans, de pas seulement se dire « comment est-ce que je vais mieux manger moi », mais « comment est-ce que je peux mettre quelque chose en place » [...]. Et la participation, c'est la base même de briser cette coquille de solitude. Et donc, oui, [...] quand c'est bien fait, quand c'est bien amené, quand on n'infantilise pas les usagers, ça fonctionne. » (J., animateur de groupe, entretien 5/09/17)*

*« Au départ je ne voyais pas le but [de cette séance], maintenant on apprend à se connaître, on n'est plus une simple personne qui vient chercher un colis, et par le fait qu'on nous écoute, on se sent important, on a l'impression d'avoir un poids, de ne pas être un moins que rien. » (C., bénéficiaire aide alimentaire, séance émergence, 16/06/17)*

Ce n'est donc pas parce qu'on met en coprésence des participants qu'ils vont de facto pouvoir ou vouloir exprimer ce qui leur importe. Participer demande de pouvoir mettre en forme « des contributions [ce que l'on a à dire ou à faire valoir] afin de le rendre compatible avec ce que le dispositif est prêt à recevoir » (Charles, 2016 : 37-38). Dans le cas des publics généralement éloignés des espaces d'expression publique, une attention particulière doit notamment être portée aux « seuils de la participation » (Berger et Charles, 2014).

✓ *Soigner les seuils inhérents aux dispositifs participatifs*

« Participer » à une activité organisée dans le cadre de l'aide alimentaire ne va pas de soi. Charles (2016) et Carrel (2013) évoquent les « conditions de félicité » de la participation pour pointer les conditions qui permettent qu'une participation des personnes ait lieu. La spécificité du public de la Porte Verte permet de nourrir une réflexion sur ces conditions, du fait qu'il s'agit d'un public qui est généralement très éloigné de la possibilité de prendre part à ce type de dispositif. Parmi ces conditions, Carrel parle notamment de la nécessité d' « abaisser le coût d'entrée » (2013 : 228) et de « donner une place au discours d'ordre privé, personnel ou communautaire, mais aussi émotif, non



discursif, dans le processus délibératif » (2013 : 229). L'idée de partager un thé/café, de cuisiner ensemble, sont des activités « bas seuil » qui permettent, peut-être, d'engendrer, doucement et modestement, une dynamique de constitution d'un groupe. C'est ce qu'explique Jean-Benoît.

Rapport 2017 – La Porte Verte – Q2 – « La difficile implication des publics bénéficiaires de colis alimentaires »

<https://youtu.be/7HHxK6zLN5E>

✓ *Les coûts et charges de la participation*

Si le projet Solenprim a été initié et pensé par la FdSS, il poursuit l'objectif d'être « le plus participatif possible ». Depuis ses débuts, des espaces ont été créés pour que chaque partenaire puisse s'appropriier le projet, le traduire autrement, y porter des inflexions, etc. Toutefois, tout dispositif participatif impose des charges et des conditions de participation, et celles-ci ne sont pas toujours nommées. « La participation n'est pas gratuitement ouverte à tous, le nouveau venu n'est pas systématiquement en mesure d'endosser ce qui est attendu de lui. Il s'agit de reconnaître que l'impératif participatif, par les charges qu'il prescrit, n'est pas particulièrement accueillant » (Charles, 2016 : 134).

Suivant ce postulat, il est alors intéressant d'observer et de rendre visibles les charges et les coûts inhérents à toute démarche participative, et sur quels enjeux ils se concrétisent. Du côté des personnes qui forment le GAC1050, ces charges s'illustrent notamment dans les coûts en temps, en disponibilité, en gestion administrative, quand le participant « doit y mettre un peu du sien ». C'est ce dont parle Anissa (GAC1050) quand elle raconte le processus d'autonomisation vers lequel tend le groupe. Elle montre en contrepartie que ces charges sont acceptées si la finalité poursuivie a du sens pour les participants.

Rapport 2017 – GAC1050 – Q3 – « Un processus d'autonomisation »

<https://youtu.be/q0xs-836wKI>

Mettre en œuvre un processus participatif a aussi un coût pour les organismes d'aide alimentaire. Pierre-Michel (CPAS d'Ixelles) voit ainsi l'enjeu de co-création comme un défi qui demande du temps<sup>10</sup>. Si les « effets » de la participation des membres du comité culturel au projet Solenprim sont encourageants – leur intérêt croît avec l'avancement du projet – ce facteur temps influence les décisions qui sont prises, avec le risque toujours existant de se replier sur une démarche

<sup>10</sup> Le rapport de recherche Solenprim de 2016 posait le même constat au sujet de la co-création « entre partenaires » : « la co-création est un processus qui nécessite du temps : du temps pour se connaître et se reconnaître ; du temps pour se comprendre ; du temps pour se mettre d'accord sur un projet d'action commun. Des ajustements doivent rester possibles ». Si ce constat était fait à l'échelle du partenariat, on l'observe donc aussi à l'échelle des institutions tenues de le mettre en œuvre avec leur public.

de type « proposition (des travailleurs sociaux) – participation (des bénéficiaires) », dont la logique est plus descendante.

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – Q5 – « Retour d'expérience et perspectives »

<https://youtu.be/tRDUt0giJig>

✓ *Tout processus participatif génère des attentes*

Si le processus participatif prend du temps, il faut noter que lorsque « ça prend » - c'est-à-dire lorsque les personnes se prennent au jeu et acceptent les charges de la participation – il faut pouvoir être à la hauteur des attentes générées. Il peut y avoir potentiellement une violence symbolique à impliquer des bénéficiaires de l'aide alimentaire dans des projets visant leur accès plus durable à une alimentation de qualité, ou de leur choix, sans aboutir à leur concrétisation. C'est ainsi que l'on peut comprendre l'impatience exprimée en entretien par une des participantes face à la lenteur d'un processus qui vise à mettre sur pied un projet « co-créé »<sup>11</sup>.

La production collective d'un objet-trace – le *Carnet de bord du diagnostic* : <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/> - joue alors un rôle important. L'intérêt qu'il représente par exemple pour les membres du comité culturel du CPAS d'Ixelles est explicité par Jonathan. Il permet de rendre concrète l'année 2016 qui avait surtout été dédiée à la réflexion et à l'analyse. Il s'agit d'un objet « esthétique » (Dewey, 2005), un objet qui permet de raconter et d'ancrer l'expérience vécue au sein du groupe des participants, mais c'est aussi un objet qui permet de socialiser différents acteurs de l'institution au projet mené par une partie de ses travailleurs.

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – Q2 – « Le journal-trace : un 'objet intermédiaire' très attendu »

<https://youtu.be/c4OTAVi1bZc>

L'importance et la pertinence de ce type d'« objet intermédiaire » pour favoriser l'intéressement et l'enrôlement au projet avaient été anticipées dans le rapport de recherche de 2016. Il avait été pointé que des intérêts différents pouvaient expliquer l'envie d'une telle production. « Pour les uns, il s'agissait avant tout de produire un objet intermédiaire à usage interne, un objet « *dont les participants au diagnostic pourront être fiers* » (chercheuse, réunion de comité Solenprim, le 27/09/16), et/ou sur lequel ils pourraient s'appuyer pour les étapes suivantes du projet. [...] Pour d'autres, l'enjeu se situait du côté de la restitution exhaustive de la diversité des points de vue : « *L'important c'est de savoir de quel groupe viennent les freins, et là, déjà, c'est différent. Une Mindmap pourrait le montrer par exemple.* » (Partenaire de terrain, acteur de 1<sup>ère</sup>

<sup>11</sup> Entretien réalisé en août 2017.

ligne, réunion de comité Solenprim, le 27/09/16). Pour d'autres encore, c'est prioritairement en tant que dispositif d'intéressement que l'objet devait être conçu : « *D'une part, il y a les jalons de ce qui a été fait [à valoriser]. Mais il faut aussi susciter la participation, celle des bénéficiaires. (...) Le support, c'est important pour nous par rapport à la hiérarchie. (...) Il faut une "chose accrocheuse" pour la hiérarchie.* » (Partenaire, acteur de seconde ligne, réunion de comité Solenprim, le 27/09/16) » (Serré et al, 2016 : 106-107). Le journal de bord a permis que ces intérêts soient rencontrés.

c. *Des ambivalences rencontrées quand il s'agit de « partir de ce qui importe » aux participants*

✓ *Les « artisans de la participation » - un rôle spécifique*

Accompagner un groupe de bénéficiaires de l'aide alimentaire dans un projet visant un accès plus durable à une alimentation de qualité demande des compétences spécifiques. Ces animateurs occupent une place particulière par rapport au groupe : lorsque la finalité est de rendre le groupe autonome, l'animateur doit être un support tout en travaillant à se rendre obsolète. Pour qualifier ces animateurs, Carrel (2013) parle d'« artisans de la participation ». Ce terme renvoie aux « concepteurs et animateurs de dispositifs participatifs dans les quartiers populaires [qui] s'attachent à faire en sorte que les plus éloignés de la parole publique prennent part aux évaluations, propositions d'améliorations, voire aux décisions relatives aux politiques publiques qui les concernent » (Carrel, 2013 : 175). Parmi les traits qui caractérisent leur approche, on peut souligner qu'ils interviennent temporairement sur un territoire ou dans un groupe, ont une visée d'éducation populaire (on dira ici éducation permanente), rejettent les modes traditionnels d'expertise sur la pauvreté, s'appuient sur la concertation permanente avec les participants, et, enfin, que « leur méthode évolue au fil des expériences sur une mode artisanal et réflexif » (id : 177).

Ces orientations trouvent un écho dans la façon dont certains travailleurs sociaux accompagnent les living labs du projet Solenprim. Anissa (GAC1050) y fait explicitement référence en évoquant ce qu'elle tente de mettre en œuvre dans son accompagnement : socialiser ses membres, veiller à la construction des propositions qui conviennent à toutes et tous, traduire la pluralité des idées et des envies en propositions collectives.

Rapport 2017 – GAC1050 – Q2 – « Un rôle d'*artisane de la participation* ?  
» <https://youtu.be/-RqngmWvmJU>

Quant à Jonathan (CPAS d'Ixelles), il rappelle combien il lui est important de donner un pouvoir de décision aux participants, leur permettant d'être « toujours actifs », afin qu'ils « ne se sentent jamais spectateurs de ce qu'ils vont faire ».

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – Q3 – « Le comité culturel en prospection  
» <https://youtu.be/gAdqqWAwM2I>

L'accompagnateur peut de la sorte être un « appui » pour le groupe, que ce soit pour le nourrir en information ou pour être le lien avec un réseau plus large que celui des participants. L'artisan de la participation ne doit donc pas nécessairement être la personne « qui sait », connaît beaucoup de choses et prend beaucoup d'initiatives, mais c'est la personne qui va permettre – plus facilement – de trouver des réponses et des pistes « à l'extérieur ».

Nourrir le groupe en information et en méthodologie de construction de projet, permet alors à ses membres de se saisir de ces nouvelles compétences et, petit à petit, de prendre en main des actions initialement gérées par l'accompagnateur du groupe. Anissa raconte comment le GAC1050 a avancé dans cette voie en 2017.

Rapport 2017 – GAC1050 – Q1 – « Parcours accompli par le GAC en 2017 »

[https://youtu.be/VC\\_49wdMDoY](https://youtu.be/VC_49wdMDoY)

- ✓ *De la tension entre finalité de participation des bénéficiaires et finalité de l'accès à l'alimentation*

Rappelons que les modes d'intervention existants dans le secteur de l'aide alimentaire sont : la distribution de colis alimentaires, les restaurants sociaux et les épiceries sociales (où les bénéficiaires peuvent venir faire leurs courses à prix très réduits). L'horizon participatif doit prendre place dans des philosophies et des cadres de travail qui n'y sont pas forcément habitués. Faire participer les bénéficiaires de l'aide alimentaire s'opérationnalise dès lors de façon variée au sein des associations de terrain.

Comme l'expose Lotte (Cellule Recherch'action – FdSS), si la visée participative des activités et sous-projets qui se mettent en place dans le cadre de Solenprim les distingue des modes d'intervention classiques du secteur, il n'empêche que les habitudes et moyens organisationnels, les représentations du public (de ses besoins, de ce dont il est capable, etc), les horizons idéologiques des travailleurs sociaux, vont jouer sur le processus mis en place et les objectifs poursuivis.

Rapport 2017 – Cellule Recherch'Action – Q1 – « Conceptions plurielles de la 'bonne' participation et de la 'bonne' alimentation »

<https://youtu.be/2igaxsoVSCA>

Parmi les orientations possibles, une logique plus « communautaire » aura comme fil conducteur de son action de « partir de ce qui importe aux participants » (Charles, 2016), en utilisant le thème de l'alimentation comme un moyen pour faire participer. Cuisiner ou manger ensemble est alors une activité « pré-texte » qui ne définit pas nécessairement « le texte » : ce que le groupe va développer comme projet, comme activité, n'est pas prédéfini par les accompagnateurs. Cette approche comporte le « risque » de s'éloigner – au moins provisoirement – de la thématique même

du projet Solenprim. C'est ce que nous racontent Sébastien et Catherine (CPAS de Berchem-Sainte-Agathe). Ils ont été étonnés de voir qu'après avoir discuté de pistes de projets en lien direct avec l'alimentation<sup>12</sup>, le groupe se soit tourné vers l'idée de mettre en place un SEL. La crainte de voir le groupe s'éloigner de la thématique du projet « lorsqu'on part de ce qui lui importe », permet toutefois de réaffirmer la dimension plurielle de la question de l'alimentation. En effet, une dimension constitutive du « bien se nourrir »<sup>13</sup> est mise au travail dans le choix du comité citoyen : le partage, la relation et l'échange.

Rapport 2017 – CPAS de Berchem-Ste-Agathe – Q2 – « Un projet qui s'écarte de la thématique de l'alimentation ? »

[https://youtu.be/tvs1VN\\_7atA](https://youtu.be/tvs1VN_7atA)

Le thème de l'alimentation est alors mobilisé pour ses vertus « bas seuil » de participation. Participer à un repas ou cuisiner ensemble ne demande pas de compétences particulières, contrairement à d'autres activités desquelles les personnes peuvent davantage s'auto-exclure. « *Dans l'atelier théâtre, il y a beaucoup de personnes qui n'osent pas participer, elles sont trop timides, elles ne se sentent pas à l'aise avec l'écriture, elles se sentent ridicules, etc. Par contre manger ensemble, c'est juste s'asseoir à côté de quelqu'un qui mange la même chose que vous, il est dans la même situation que vous, et tout le monde aime manger.* » (R, participant bénéficiaire de l'aide alimentaire, entretien 4/09/17).

### Pour (ne pas) conclure : tous co-chercheurs ?

La co-création demande de « soigner le cadre ». Ce rapport a abordé ce point. Il faut penser des dispositifs d'animation, des espaces-temps au sein desquels les contributions de chacun et chacune puissent trouver une place et un écho. Toutefois, aussi inclusifs qu'ils veuillent être, ces dispositifs continuent d'être initiés, pensés et mis en œuvre par les acteurs de seconde ligne, et les personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire demeurent absentes des instances de pilotage du projet. Le rapport scientifique de 2016 évoquait déjà plusieurs hypothèses susceptibles d'expliquer cette absence : contenus traités trop éloignés des préoccupations concrètes des publics bénéficiaires, format du comité Solenprim inadapté à ce type de personnes et susceptible de produire une « forte 'violence symbolique' (...) et ce malgré toutes les précautions éventuellement prises » (Serré et al., 2016 : 111). Mais il constatait aussi qu'en matière d'implication des bénéficiaires dans le processus

<sup>12</sup> Des idées telles qu'un frigo ou un resto social, une ferme sur un terrain vierge, etc avaient été évoquées lors de la séance émergence, animée en juin 2017.

<sup>13</sup> Rappelons que « bien se nourrir » a été défini de façon participative lors des différentes séances de diagnostic organisées dans la première phase du projet, ce qui a permis de mettre en évidence la pluralité de ce que cette idée peut englober. Voir le *Carnet de bord du diagnostic* « Vers un accès pour tous à une alimentation de qualité »

<https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/>

de co-création, une partie des freins rencontrés s'exprimait « plus sous forme de réticences formulées par les partenaires que de résistances directement observées chez les bénéficiaires » (Id.)

Par ailleurs, la co-création se réalise aussi dans les interstices, dans les moments informels, et échappent de la sorte – ou se prêtent difficilement – à des « formalisations ». Alexia (Cellule Recherch'action – FdSS) aborde ces différents points, en montrant notamment la diversité des compétences engagées dans un projet comme Solenprim. Elle pointe l'importance d'observer la façon dont ces compétences sont exprimées mais également comment elles sont « reçues » au sein des discussions. De même, si l'on se veut être tous « co-chercheurs » et « co-créateurs » au sein du projet, des rôles et attentes – implicites ou explicites – demeurent « affectés » (Favret-Saada, 1990) aux différents membres du partenariat : les chercheurs pour la « recherche », les acteurs de terrain pour « l'action ».

Rapport 2017 – Cellule Recherch'Action – Q2 – « Faire communiquer les savoirs »

<https://youtu.be/quHgCGBgGh8>

Ces « affectations » sont en partie liées aux mandats dont sont investis les acteurs du projet, et à leur affiliation institutionnelle. Pour la dimension « recherche scientifique », par exemple, si la possibilité de mener une réflexion à propos de ce que l'on expérimente, de ce que l'on constate, des questionnements que le projet fait émerger n'est pas une capacité qui n'appartient qu'aux « chercheurs », ceux-ci sont tenus de « mieux se placer » pour prétendre à une analyse « scientifique ». En d'autres termes, l'opération d'interprétation, par le sociologue, de ce qui compte, de ce qui guide l'action, n'est pas de *nature* différente de celle que mettent en œuvre les acteurs à propos de ce qu'ils font. Mais le sociologue dispose d'outils méthodologiques lui permettant, par exemple, de faire varier les contextes d'observation et de faire dialoguer les interprétations entre elles.

Jean-Benoît (La Porte Verte) décrit précisément les enjeux et difficultés qu'il rencontre pour s'approprier cette dimension « recherche » du projet. Il expose tout d'abord les deux options qu'il entrevoit pour l'opérationnaliser localement : soit en la déléguant aux « chercheurs », soit en adoptant lui-même une position d'« observateur » pendant les moments d'animation qu'il organise. Or aucune de ces options n'est, à ses yeux, idéale. Il revient toutefois sur la portée de ses contributions à l'analyse – notamment lors du tournage des vidéos qui composent le rapport de recherche – quand le dispositif mis en place le permet.

Rapport 2017 – La Porte Verte – Q4 – « La dimension 'recherche' du projet »

<https://youtu.be/am9C1A6H3Yg>

Parvenir à observer les processus par lesquels s'opère la co-création, lorsqu'une « réelle » participation<sup>14</sup> « prend », relève donc en partie du défi méthodologique. Pour les étudier, « il importe [...] d'ajuster les façons d'enquêter sur la participation pour percevoir la manière dont elle est éprouvée par les personnes, et leurs difficultés à y faire valoir ce qui leur tient à cœur » (Charles, 2016 : 33). Ces ajustements, entamés en 2016 déjà, poursuivis en 2017, seront sans doute encore au cœur du processus en 2018.

---

<sup>14</sup> Qui ne serait pas, comme l'a souligné Pierre-Michel, de la « proposition – participation ».

## Bibliographie

- ✓ Berger M et Charles J (2014), « *Persona non grata*. Au seuil de la participation », *Participations*, vol 9, n°2, p5-36.
- ✓ Bourdieu P (1966), « Champ intellectuel et projet créateur », *Les Temps modernes*, n°246, p865-906.
- ✓ Bourdieu P (1971), « Champ du pouvoir, champ intellectuel et habitus de classe », *Scolies*, n 1, p7-26.
- ✓ Bourdieu P (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit.
- ✓ Carrel M (2013), *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Editions.
- ✓ Charles J (2016), *La participation en actes. Entreprise, ville, association*, Paris, Editions Desclée de Brouwer.
- ✓ Dewey J (2005 [1934]), *L'art comme expérience*, Œuvres philosophiques vol. III, Pau, Publications de l'Université de Pau.
- ✓ Favret-Saada J (1990), « Être affecté », *Gradhiva*, n°8, p3-10.
- ✓ Gelineau L, Dufour E, Belisle M (2012), « Quand recherche-action-participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs », *Recherches qualitatives*, Hors-série, n°13, p35-54.
- ✓ Goffman E (1975 [1963]), *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, Les éditions de Minuit.
- ✓ Hubert H-O et Nieuwenhuys C (2009), *L'aide alimentaire au cœur des inégalités*, Paris, L'Harmattan.
- ✓ Hubert H-O et Vleminckx J (2016), « L'aide alimentaire à Bruxelles. Le regard des bénéficiaires », *Les cahiers de la recherche'action*, n°6.
- ✓ Serré A et Myaux D (à paraître, 2018), « Pauvreté et malbouffe. Les pauvres ne prêtent aucune attention à leur alimentation » (titre provisoire), chapitre d'ouvrage visant la sensibilisation du grand public aux questions liées à la pauvreté, coordonné par *Le Forum – Bruxelles contre les inégalités*.
- ✓ Serré A et al (2016), *Solidarité en primeur(s) – Solenprim – Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles.
- ✓ Vinck D (1999), « Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales », *Revue française de sociologie*, vol40 n°2, p385-414.